

Mentions Légales – Moov Africa Côte d'Ivoire

1. Éditeur du site

Le présent site est édité par :

Moov Africa Côte d'Ivoire Société Anonyme au capital de 20 000 000 000 FCFA

Siège social : Immeuble KHARRAT, Avenue Botreau Roussel, Abidjan Plateau, 01 BP 2347 ABIDJAN 01

RCCM : CI-ABJ-2005-B-1378

N° de Compte Contribuable : 0521319 F

Téléphone : +225 27 20 25 01 01

2. Hébergement

Veone Adresse : Riviera M'Badon, Ambassade de Chine, Abidjan, Côte d'Ivoire
Téléphone : +225 25 20 00 46 40 Site web : <https://www.veone.net/>

3. Propriété intellectuelle

L'ensemble des contenus présents sur ce site (textes, images, vidéos, logos, icônes, sons, logiciels, etc.) est la propriété exclusive de Moov Africa CI ou de ses partenaires, sauf mention contraire. Toute reproduction, représentation, modification, publication, adaptation de tout ou partie des éléments du site, quel que soit le moyen ou le procédé utilisé, est interdite sans l'autorisation écrite préalable de Moov Africa CI.

4. Données à caractère personnel

<https://www.moov-africa.ci/wp-content/uploads/2025/09/POLITIQUE-DCP-Site-internet.pdf>

5. Cookies

<https://www.moov-africa.ci/wp-content/uploads/2025/09/POLITIQUE-DE-GESTION-DES-COOKIES-MACI-2024-02-juillet-REVUE.pdf>

6. Responsabilité

Moov Africa CI met tout en œuvre pour assurer l'exactitude des informations diffusées sur son site. Toutefois, elle ne saurait être tenue responsable des erreurs, omissions ou indisponibilités des informations. L'utilisateur est seul responsable de l'usage qu'il fait du site et des informations qu'il contient.

7. Liens hypertextes

<https://www.moov-africa.ci/wp-content/uploads/2023/12/CONDITIONS-GENERALES-DABONNEMENT-MOOV-CI-40x60-maj-1-1.pdf>

<https://www.moov-africa.ci/wp-content/uploads/2021/11/Conditions-Generales-dabonnement-08062021.pdf>

<https://www.moov-africa.ci/wp-content/uploads/2024/02/Conditions-generales-utilisation-MyMoov-Janv-2024.pdf>

8. Droit applicable

Les présentes mentions légales sont régies par le droit ivoirien. En cas de litige, le droit applicable sera le droit ivoirien.